

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

VENDREDI 28 MARS 1980 — No 61 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

PRIX : +1,1 % EN FEVRIER



Face à l'inflation, face à la politique anti-sociale du gouvernement et du patronat, seule la lutte peut payer. (Ici les travailleurs de la SAFT, filiale de l'Alstom, après leur victoire en décembre dernier).

Lire page 3

Les nettoyeurs du métro reconduisent leur grève

Lire page 3

Un mois de plus pour la médiation sur le temps de travail

Lire page 5

Paris (Censier, Jussieu), Marseille, Grenoble : les étudiants contre la loi Bonnet

Lire page 5

Vers une nouvelle initiative de l'OLP à l'ONU

Lire page 6

A propos de la résistance yougoslave

Interview d'André Lacaze, ancien déporté, auteur du « Tunnel »

Lire page 8

Les Russes utilisent effectivement napalm et gaz toxiques en Afghanistan

C'est ce qu'a confirmé Mike Barry lors d'une conférence de presse



Cette fillette a été brûlée au napalm, près de la frontière iranienne.

Mike Barry, envoyé de la Fédération Internationale des droits de l'Homme, a confirmé mercredi au cours d'une conférence de presse, l'emploi massif par les Soviétiques de napalm et de gaz en Afghanistan. D'autre part, d'après des réfugiés, des femmes et des enfants sont déportés vers l'URSS, par hélicoptère.

Mike Barry a aussi rencontré des anciens prisonniers. Le commandant de la prison de Puli-Charki avait déclaré devant eux : « L'intention du régime est qu'il ne reste plus qu'un million d'Afghans vivants (!) ; c'est suffisant pour construire le socialisme (!). Les autres sont infectés de pensées anciennes, surtout s'ils ont plus de sept ans ! »

Un drôle de « socialisme » que celui qui a pour objectif d'éliminer un peuple. Ce n'est pas la première fois que le fascisme essaie de se camoufler sous ce terme. Rappelons-nous d'un certain « national-socialisme », qui, lui, avait pour objectif l'extermination complète de toute une race humaine.

enquête

Dans cette édition et la prochaine, nous publions les points de vue de différentes forces ou organisations cambodgiennes qui se prononcent contre l'invasion vietnamienne au Cambodge. Nous commençons aujourd'hui par une interview de Mme Ieng Thirith, ministre des Affaires sociales du gouvernement du Kampuchea démocratique qui mène la résistance armée contre l'envahisseur depuis le premier jour de l'invasion. Demain, nous poursuivrons par les positions d'autres forces se présentant comme nationalistes ou sihanoukistes.

Interview de Mme Ieng Thirith, ministre du Kampuchéa démocratique

Sur la résistance cambodgienne, ses difficultés, ses succès et ses perspectives

Réalisée par Claude LIRIA

Mme Ieng Thirith nous parle d'abord de l'offensive vietnamienne de la saison sèche, qui a commencé en octobre et qui s'est divisée en trois phases (1re phase : d'octobre à novembre ; 2e phase : de décembre à janvier et 3e phase : de février à la mi-mai).

L'objectif de l'armée vietnamienne était d'abord de nettoyer les guérilleros de la partie orientale du Cambodge, limitrophe du Laos et du Vietnam et qui comprend la région du Nord-Est (provinces de Ratanakiri, Mondulakiri, Stung Treng, Kratié) et la région centrale (provinces de Kampong Cham et Kampong Thom) et enfin de se retourner vers l'Ouest, frontière de la Thaïlande.

Mais cet objectif a échoué. Les guérilleros du Nord-Est et du centre ont réussi à fixer, à immobiliser les troupes vietnamiennes. « C'est tout à l'honneur des guérilleros vietnamiens. « C'est tout à l'honneur des guérilleros du Nord-Est », nous dit Mme Ieng Thirith, « car c'est très loin de la frontière thaïlandaise. Ils ont mené la lutte avec les armes qui leur restaient d'avant et avec les armes traditionnelles : pieux de bambou, flèches, mines, trappes ».

L'échec de ces opérations vietnamiennes est passé inaperçu dans la presse occidentale parce que les journalistes sont massés de l'autre côté, à l'Ouest du pays, en Thaïlande et ignorent ce qui se passe au Nord-Est du Cambodge.

« A l'Ouest, nous dit Mme Ieng Thirith, « les Vietnamiens, voyant que le monde commence à s'interroger sur le sort de la « fameuse offensive de la saison sèche », ont voulu faire un coup d'éclat au début de février en s'emparant de Phnom Chhaatt qualifié pour les besoins de la cause de « plus grande forteresse des Khmers rouges ». Mais nous avons repris Phnom Chhaatt qui est maintenant entre nos mains. Et de cela, la grande presse ne parle pas. »

Outre l'échec de l'offensive vietnamienne qui devait venir à bout de la résistance cambodgienne pendant la saison sèche, il semble que l'occu-

pant vietnamien ait beaucoup de mal à mettre sur pied une administration, une armée, etc. composées de Cambodgiens. Plusieurs cadres cambodgiens qui avaient accepté de servir pendant un temps les Vietnamiens, sont passés en Thaïlande et ont dénoncé l'emprise de Hanoi sur le Cambodge. Peut-on parler d'échec de la « Khmérisation » de la guerre ?

Le peuple du Kampuchea tout entier est contre l'occupant vietnamien. Si je dis tout entier, c'est qu'on compte sur les doigts la poignée de fantoches à la solde des Vietnamiens. Même les soldats fantoches enrôlés de force dans l'armée vietnamienne sont de cœur avec nous. Nous en avons la preuve : ils ont protégé Thioun Muma, un scientifique formé à Paris. Au moment de l'offensive très forte du début, les Vietnamiens l'avaient pris sans savoir qui il était. Par contre, tous les Cambodgiens le connaissent et ce sont les soldats fantoches qui ont dissimulé son identité et l'ont aidé à passer dans les zones que nous contrôlons. Des gens qui sont des nôtres sont cachés par ces soldats qui les aident. C'est pourquoi je dis que le peuple tout entier s'oppose à l'armée vietnamienne.

Pouvez-vous nous parler aussi des difficultés que vous rencontrez pour combattre l'envahisseur vietnamien ?

Nos difficultés sont dues à la famine délibérément créée par les Vietnamiens pour massacrer notre peuple et briser sa résistance. C'est cette difficulté qu'il nous faut résoudre. De plus en plus, des organisations humanitaires se mettent à donner davantage d'aide à la frontière thaïlandaise. Nous sommes en train de résoudre le problème du transport de l'aide de la frontière aux gens qui sont à l'Est et au Nord-Est. Nous essayons de trouver une formule qui permettrait à notre peuple de mieux être à même de survivre et de se battre. Comme les Vietnamiens voient que malgré la famine,



L'une des difficultés de la résistance demeure le problème alimentaire. Les racines sauvages sont précieuses (photo Samfoto - septembre 1979).

nous continuons à résister, ils emploient des armes chimiques. Non seulement les produits chimiques employés sous forme d'épandage par avion, mais aussi le gaz toxique. Ils y ont recours de façon massive, surtout dans la région de Pailin inaccessible. Ce gaz est contenu dans des obus bombardés par l'artillerie. Sur ce point d'attaque, vous êtes tué sur le coup, avec des hémorragies par le nez, la bouche, l'anus, avec des plaques noires sur tout le corps. Dans un rayon de 100 à 200 mètres, vous pouvez survivre une demi-journée ou une journée. Bien que ce gaz toxique soit interdit, les Vietnamiens y ont recours après l'avoir employé au Laos. C'est du gaz toxique soviétique. Nous nous efforçons de trouver des médicaments pour soigner nos blessés et éviter que nos guérilleros ne soient tués par ce gaz ».

En quoi consiste votre nouvelle ligne politique stratégique et quelles sont les garan-

Et aussi nous accepterons les investissements étrangers.

Si nous avons formulé cette nouvelle ligne politique stratégique, c'est pour : premièrement, unir tous les Kampuchéens (Cambodgiens) sans distinction de tendances politiques, de croyances religieuses, sans tenir compte de leur passé ; que ce soit les gens de Lon Nol, de In Tam, de Son Sann, qui que ce soit, pourvu qu'ils combattent les Vietnamiens, nous leur souhaitons la bienvenue. Ou'ils entrent dans le front ou non, pourvu qu'ils combattent les Vietnamiens, ils sont les bienvenus.

Et sur le plan extérieur ?

Il y a deux points essentiels. Premièrement, le Kampuchea doit être indépendant, pacifique, démocratique, neutre et non-aligné.

Le deuxième point, c'est que nous souhaitons recevoir l'assistance et la coopération internationale dans tous les domaines : économique, social, scientifique, technique, etc.

La guerre qui sévit au Kampuchea est une guerre spéciale d'extermination raciale, tout à fait différente des guerres coloniales classiques. Je crois que ce côté-là n'est pas bien saisi par l'opinion internationale.

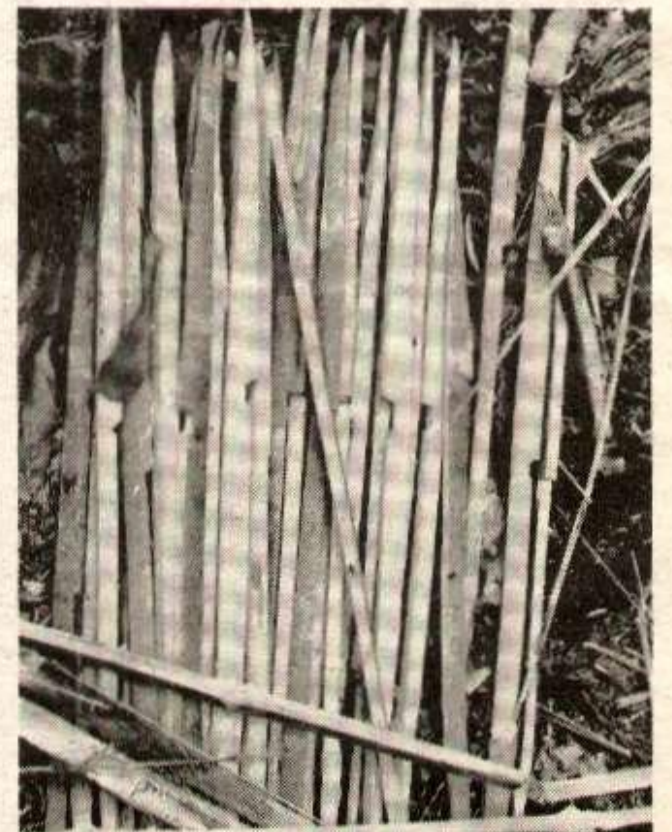
Les Vietnamiens ont déjà pu massacrer plus de deux millions d'habitants, en majorité par la famine. C'est l'arme la plus barbare qui soit dans notre siècle. Même Hitler n'a pas osé employer cette arme. Donc, au sortir de cette guerre, tout le pays sera dévasté et nous n'aurons que les mains vides, puisque les agresseurs vietnamiens ont détruit systématiquement notre infrastructure et notre superstructure. Ils ont complète-

ment détruit nos barrages, nos réservoirs d'eau.

Ils ont démonté nos usines pour les transporter au Vietnam, les machines pour la fabrication des produits pharmaceutiques, les machines de filatures et de tissage sans parler des équipements dans les facultés (par exemple l'ancien institut khméro-soviétique que nous avions transformé en école polytechnique de 500 élèves et dont l'équipement nous avait coûté plus d'un million de dollars américains).

Lorsque Thiounn Mumm qui est l'ancien directeur de cet institut est passé par Phnom Penh, un homme de l'administration fantoche est venu lui dire que les Vietnamiens avaient tout pris, tout démantelé, déchiré tous les livres de l'école, au nombre de 20 000, quitte à dire ensuite aux visiteurs que ce sont les « khmers rouges » qui ont tout détruit. C'est là un exemple parmi tant d'autres.

Donc, il nous faudra l'assistance et la coopération internationale pour reconstruire notre pays, pour relever le niveau de vie de notre peuple. C'est une nécessité vitale pour nous. Cela pour vous dire que nous sommes sincères. Notre nouvelle ligne politique, elle est bien stratégique et non pas tactique ou conjoncturelle. Elle s'étendra aux générations à venir parce que même s'ils ont retiré leurs troupes, les Vietnamiens seront toujours là à nos frontières et nous avons besoin de sauvegarder notre survie, la survie de notre nation pendant plusieurs générations. C'est là la meilleure garantie pour les gouvernements occidentaux de notre sincérité.



Pics de bambous taillés pour garnir les pièges tendus à l'armée vietnamienne (photo Samfoto - septembre 1979).

Jusqu'au dernier Cambodgien ?

Certains journaux ont dit que vous étiez prêts à vous battre « jusqu'au dernier Cambodgien » et que vous refusiez toute solution politique. Quelle est votre position à ce sujet ?

Mme I.T. : Plus la guerre dure, plus notre peuple laisse de morts. C'est pourquoi nous sommes désireux d'écourter cette guerre. Il ne reste plus au Kampuchea qu'environ cinq millions d'habitants. Les Vietnamiens en ont tué plus de deux millions en un an, principalement par la famine.

Mener une guerre de longue durée serait possible, mais le prix à payer serait trop cher en vies humaines. C'est pour cela que nous avons lancé notre nouvelle ligne politique stratégique. Elle a un but unique : sauvegarder la survie de notre peuple, de notre nation et de notre race.

Notre position, c'est que les gouvernements occidentaux, y compris les Etats-Unis d'Amérique,

fassent pression sur le Vietnam pour qu'il applique la Résolution du 14 novembre à la 34e session de l'Assemblée générale de l'ONU, votée à une quasi-unanimité de 91 voix contre 2. Voilà notre solution politique. Il faut appliquer cette résolution, tenir des élections générales libres au scrutin secret et direct sous la supervision directe du secrétaire général à l'ONU ou de son représentant.

Donc, il faut qu'il y ait les forces de l'ONU pour contrôler le retrait des troupes vietnamiennes et pour contrôler les élections et l'application de notre programme politique. Voilà notre position sur la solution politique. Beaucoup nous disent : « Nous n'envisagez que la solution militaire ». Nous leur répondons : « Non. Nous voulons garder le plus grand nombre possible de nos habitants, de notre petit peuple. Nous voulons bien d'une solution politique ». Mais la solution politique, elle est déjà donnée par l'ONU. »

Prix : +1,1% en février

Les prix ont augmenté de 1,1 % en février : 13,4 % par rapport à février 1979. L'inflation continue, frappant encore le pouvoir d'achat, déjà bien atteint, des travailleurs. Calculé sur les 3 derniers mois (avec la hausse record de 1,9 % en janvier) le taux d'inflation s'établit à 16 %.

Ce sont encore les prix des produits industriels (devant les prix des services et ceux des produits alimentaires) qui ont le plus augmenté : 1,5 % pour février, soit 5,8 % en trois mois ; un rythme annuel de 25,3 % !

C'est cela la libération des prix qui, selon le gouverne-

ment, en restaurant la concurrence, aurait dû modérer l'inflation !

Avec les encouragements attentionnés du gouvernement, mars est bien engagé sur la même pente : qu'on songe simplement à la récente hausse des tarifs voyageurs SNCF, ou des prix des automobiles !

Côté CNPF, on estime que l'inflation reste supportable : c'est ce qu'à déclaré récemment M. Chevalier, vice-président du syndicat des patrons. Comme on le comprend : la même politique a permis pour 1979 un gonflement substantiel des profits pour les grands grou-

pes.

C'est sans doute également ce qui a autorisé Barre à parler lors du dernier conseil des ministres de « perspectives dans l'ensemble favorables » pour les prochains mois.

Le gouvernement Giscard-Barre nous a certes de longue date habitué à ce langage de vérité (en-dehors des périodes les plus intenses de campagnes électorales où président et ministres ne sont pas avares de promesses genre programme de Blois) : la vérité, c'est bien que toute sa politique consiste à faire payer les travailleurs pour le meilleur

profit des grands groupes financiers et industriels.

Profits payés du droit à l'emploi, du droit à la santé, du droit à se loger et à vivre décemment des travailleurs.

Face à une telle politique la seule voie ouverte aux travailleurs est celle de s'unir pour lutter. Toutes les revendications, tous les droits menacés sont bons à défendre et aucun succès, si minime soit-il, sur quelque terrain que ce soit, n'est à négliger.

G.C.

Echec à Strasbourg

Le Parlement européen n'a pu s'entendre sur un chiffre d'augmentation des prix agricoles à proposer aux ministres de l'Agriculture de la CEE. C'est donc aux ministres en question, réunis depuis mercredi soir à Bruxelles que revient la responsabilité de fixer les nouveaux prix.

Manifestation à Nancy pour la venue de Ceyrac

Plusieurs milliers de travailleurs ont manifesté mercredi à l'appel de la CGT, la CFDT et la FEN à l'occasion de la venue dans cette ville de M. Ceyrac, le patron des patrons. Plusieurs entreprises (la SOLPA, la Rochette-Cenpa...) sont menacées de fermeture dans cette région où, avec le chômage et la diminution du pouvoir d'achat, s'aggravent comme ailleurs les conditions d'existence des travailleurs, alors que s'arrondissent les profits patronaux.

Toulouse : les paysans manifestent

46e concours agricole régional à Toulouse. Le préfet de région devait venir inaugurer. Il s'est décommandé et a envoyé à sa place les CRS pour venir « discuter » avec les quelques centaines d'agriculteurs venus manifester à cette occasion leur désapprobation de la politique gouvernementale, à l'appel de la FDSEA, du CDJA et du MODEF.

Grève des rédacteurs du « Matin »

C'est la décision prise par le directeur Claude Perdril (annoncée lundi et confirmée) d'embaucher l'éditorialiste du Figaro, André Frossart, qui a motivé la décision de grève (totale et illimitée) prise mercredi par la rédaction du Matin, par 74 voix contre 2.

Grève contre « l'opportunisme politique », contre « l'infléchissement à droite de la ligne du quotidien » : le mouvement ainsi déclenché a empêché la parution du journal ce jeudi.

Outre l'embauche du gaulliste Frossart, un article du Canard Enchaîné a inquiété les rédacteurs du Matin : il révélait un accord passé entre la direction du journal et l'institut Bernard Krief, spécialiste de l'offre d'emploi, voulant se lancer dans le sondage, et considéré comme proche du premier ministre.

« Diffamateurs »

Le 7 juin 1978, Antoine Infantes, viticulteur installé en Corse, est condamné à un an de prison avec sursis, 10 000 F d'amende et 5 ans de mise à l'épreuve pour fraude sur les vins.

Le 16 juillet 1979, un journaliste de Libération croit pouvoir écrire que Monsieur Infantes est un « colon-escroc ». Libération est condamné. Libération avait aussi dit que Roland Gaucher, journaliste à Minute, était un collaborateur s'étant engagé dans la Waffen SS. En réalité, Gaucher n'avait fait que suivre les collaborateurs français à Sigmaringen, en 1944. Le tribunal a estimé que « le souci d'un rappel historique de l'appartenance de R. Gaucher à des mouvements ayant prôné la collaboration avec une armée étrangère » n'autorisait pas à dire que Gaucher avait été chez les SS. Libération a été condamné.

Roland Barthes est mort

Né en 1915, à Cherbourg, Roland Barthes est mort mercredi des suites d'un accident : il avait été renversé par un autobus il y a trois semaines à la sortie du Collège de France où il enseignait.

Avec ce critique, philosophe, disparaît une haute figure de la vie intellectuelle de notre pays.

Tout l'œuvre de Roland Barthes avait consisté en une critique sans complaisance des évidences universitairement admises sur le langage. Ses essais : « Le Degré zéro de l'écriture », « Critique et Vérité », « S.Z » mettent à mal les notions sur lesquelles se base la critique littéraire traditionnelle : il introduisait dans la critique des références à la sociologie, à la psychanalyse ou à la linguistique moderne, qui horrifiaient les mandarins rassis. Ses articles réunis en volume sous le titre « Mythologies » analysaient avec ironie mille faits et discours de la vie quotidienne, du catch à la représentation des vertus du beefsteack frites dans la société française. Il mettait en pièce par exemple la logique de discours poujadiste, celle du discours colonial (pendant la guerre d'Algérie). Sa plume alerte et pénétrante faisait apprendre au lecteur, selon un titre d'un de ses derniers ouvrages, le « plaisir du texte ».

Richard FEUILLET

Nettoyeurs du métro : grève reconduite dans l'enthousiasme mercredi

Les grévistes au-devant des usagers jeudi



Les nettoyeurs du métro lors de leur grève en 1977.

Les nettoyeurs du métro, en grève depuis lundi matin, ont reconduit dans l'enthousiasme leur mouvement mercredi, alors qu'ils étaient comme chaque jour réunis en assemblée générale, à la Bourse du Travail. Au cours de cette assemblée, un représentant du syndicat CFDT a donné le résultat de l'entrevue qui s'était déroulée avec la direction générale (nettoyage des entreprises ferroviaires) au second jour du mouvement mardi après-midi, au métro Pelletier.

Ce résultat ? Quasiment nul puisqu'il se résume en tout et pour tout à une aug-

mentation de 2,25 % à compter du 1er avril, alors que les grévistes exigent, rappelons-le, un salaire minimum net de 2 800 F, ainsi que la garantie de l'emploi (la direction de la RATP ne s'engage plus à assurer l'emploi en janvier 1981).

2,25 % d'augmentation devait rappeler un responsable CFDT équivalait par exemple à donner 48 F de plus par mois aux balayeurs de jour, catégorie B. Bref rien de sérieux.

Face à ce refus de négociations sérieuses, c'est un renforcement d'une part et à un élargissement d'autre part du mouvement qui

ont été proposées.

Renforcement tout d'abord : mercredi, comme mardi, nombreux ont été les grévistes qui se sont portés volontaires pour sillonner le métro et aller convaincre de les rejoindre ceux rares il est vrai, de leurs camarades de travail qui continuent leurs tâches. Une seule entreprise de nettoyage parmi la douzaine qui louent leurs services à la RATP n'était pas en grève mercredi : Nova-Service qui couvre le secteur Est du RER (Vincennes - Boissy-Saint-Léger). Des travailleurs s'y sont rendus. Renforcer la grève, c'est-à-dire lui donner et lui maintenir son efficacité, c'est aussi empêcher le travail de se faire et ce totalement : mercredi soir, des travailleurs se rendaient à la Défense : on apprenait en effet dans la journée, qu'une entreprise dont les travailleurs sont en grève — évidemment — entendait nettoyer ce secteur. Déjà ces dernières 48 h, l'entreprise Metronet a fait appel pour effectuer le travail de « ses » grévistes, aux ouvriers d'une autre société, qui en signe de solidarité, ont refusé.

Outre le renforcement de l'efficacité du mouvement existant, c'est également son élargissement aux travailleurs du nettoyage de la SNCF qui avait été proposé. Une proposition qui devrait se concrétiser rapidement et qui sera vigoureusement applaudie. Enfin, mercredi, c'est une intéressante proposition de popularisation qui a été faite : celle, de se rendre, jeudi, à midi et à 17 heures — heures de pointe — dans les stations les plus importantes du métro parisien, afin d'expliquer aux usagers la lutte actuelle ; quand on sait qu'une des conséquences du plan de rationalisation de la RATP contre lequel se battent les grévistes, est la réduction des nettoyages, on peut dire que la lutte des nettoyeurs est largement celle des usagers. C'est ce que ne devaient pas manquer de rappeler les grévistes dans la journée de jeudi, aux métros Bastille, Odéon, Gare du Nord, Gare de Lyon, Nation et bien d'autres encore.

Journée d'action contre la politique gouvernementale dans le domaine de la santé

Journée d'action CGT, CFDT, FEN vendredi 28 mars dans le secteur concernant la santé. La cible : les mesures déjà prises par le gouvernement dont la liste est déjà longue depuis décembre dernier : les 80 F par jour pour les longues maladies non reconnues en hospitalisation, le ticket modérateur d'ordre public, le projet de suppression de couverture sociale aux travailleurs sans emploi depuis plus d'un an, la décision de faire cotiser les retraités.

Cette journée d'action sera marquée par des arrêts de travail, des délégations et des manifestations dans diverses villes.

L'eurocommunisme est-il mort lundi ?

Dire d'une rencontre qu'elle se tient « à un moment », et « dans un lieu » mal choisis, c'est condamner cette rencontre. C'est ce qu'a fait Marchais quelques heures après qu'ait été rendu publique l'annonce de l'entrevue de deux heures qu'ont eue Mitterrand et Berlinguer. De fait, la caractéristique principale de cette rencontre semble bien être le coup qu'elle porte au PCF aujourd'hui.

L'Euro-gauche est-elle née lundi dernier, dans un salon feutré du bâtiment qui a abrité l'Assemblée nationale européenne à Strasbourg ?

La question peut être posée, mais elle n'a guère de sens si par « euro-gauche » on veut entendre l'apparition à l'échelle européenne d'une force politique cohérente, où les points d'unité l'emportent sur les points de désaccords, et qui serait capable d'avancer de manière concertée. L'Europe politique n'existe pas, et c'est bien en fonction de leurs situations intérieures spécifiques - et de leurs projets propres - que les partis agissent. On imagine difficilement quel « programme commun » pourrait par exemple lier le PS français et le PC italien.

Si l'on juge par le communiqué publié à son issue, la rencontre de lundi n'avait pas du tout cet objectif, puisqu'il s'agissait de discuter « des problèmes les plus urgents de la situation internationale ».

Dès lors, pourquoi cette rencontre, et pourquoi la publicité faite autour d'elle, aussi bien dans l'Unité que chez les socialistes français ? Plusieurs raisons peuvent être avancées.

LA DIMENSION EUROPÉENNE DU PCI

Pour le PCI, tout d'abord, il ne s'agit en fait que de la poursuite d'une politique engagée depuis plusieurs mois déjà, par des contacts avec le social-démocrate allemand Brandt ou les socialistes espagnols (et demain les travaillistes anglais). Cette politique - qui se mène parallèlement au « compromis historique » en Italie même - privilégie l'Europe présentée comme une force politique dont l'affirmation doit faire pièce à la lutte pour l'hégémonie que se livrent les superpuissances, USA et URSS. Mettant l'Europe au centre de sa stratégie internationale, il est bien normal que le PCI cherche à multiplier les contacts avec les forces politiques européennes qui se réclament de la gauche. Secondairement, le PCI estime probablement que la stature internationale qu'il est en train de se donner lui permettra de marquer des points sur l'échiquier politique italien.

UN COUP DUR POUR LE PCF

Le raisonnement du PS est plus prosaïque, comme le prouve le battage qu'il fait autour de la rencontre de lundi.

Pour Mitterrand et les siens, l'entrevue avec Berlinguer est un succès important dans l'affrontement avec le PCF, et les foudres de Marchais en attestent éloquemment. Que se passe-t-il en effet ? Toute la politique du PCF, depuis la fin de 1977, mais plus encore depuis ces derniers

mois, est axée autour d'un seul objectif : renverser le rapport de force avec le PS, et pour cela, réduire l'influence de celui-ci.

Naguère, c'était le « virage à droite » ; aujourd'hui, c'est la « bande des trois » qui place Giscard, Chirac et Mitterrand sous le même bonnet.

Or, voilà que ce Mitterrand, cet homme de droite, et qui l'a toujours été, nous dit le PCF, voilà que cet homme discute avec Berlinguer, et que « l'ami Enrico » le classe parmi « les forces de gauche démocratiques et populaires » ! Le coup est dur pour le PCF, très dur ! Et plus dur encore, parce qu'il a des réactions en chaîne, Marchais dit du PS qu'il est à droite, Berlinguer dit le contraire.

DISQUALIFIER L'EUROCOMMUNISME ?

Que faire ? Impensable pour le PCF de revenir sur son appréciation, du moins dans la période : toute sa tactique est basée là-dessus. Il faut donc disqualifier

Berlinguer. Marchais a commencé à le faire dès mardi, en soulignant que « le PS et le PCI ont sur la politique agricole européenne et sur l'élargissement de la Communauté des convergences évidentes, tandis que les communistes français sont résolument aux côtés des paysans dans leur lutte pour leurs revendications ». Il a récidivé et de quelle manière ! sur TF 1 : « Il existe entre le PCI et le PS de très larges convergences. L'un et l'autre sont pour l'austérité - nous, nous sommes contre. L'un et l'autre sont favorables à l'élargissement de la CEE, et nous sommes contre, dans l'intérêt de la paysannerie et dans l'intérêt national. L'un et l'autre sont d'accord pour doter la communauté de droits supranationaux ; nous, nous y sommes opposés ». Voilà des divergences qui ne sont pas nouvelles entre PCI et PCF, mais qui jusqu'ici, étaient mises sur le compte des « situations différentes ». Marchais se lance donc dans une campagne de disqualification de Berlinguer et du PCI. Mais ce faisant, ce n'est rien moins que l'eurocommunisme qu'il met à mort. On est bien loin du 23e Congrès, qui officialisait en quelque sorte le terme.

Certes, il y a là une logique qui n'est pas faite pour surprendre, et qui s'inscrit directement dans le droit



Souvent, Marchais et Berlinguer se sont rencontrés. Les divergences qui les opposent ne sont pas nouvelles, mais étaient jusqu'à maintenant mises sur le compte de « situations différentes ». Aujourd'hui, le PCF a dû changer de tactique après la rencontre Berlinguer-Mitterrand.

fil de la tactique choisie par la direction du PCF depuis quelques mois.

L'affaire de la rencontre Berlinguer-Mitterrand apporte cependant une nuance, et de taille : elle n'avait pas été intégrée dans

les plans élaborés place du Colonel Fabien. Marchais et consorts auraient certainement préféré continuer à garder la fiction des termes, tout en menant une politique contradictoire.

L'Euro-gauche n'est pas

née lundi à Strasbourg, mais l'eurocommuniste y est peut-être bien mort. Et ces deux parents, Marchais et Berlinguer, en ont signé l'acte de décès.

Nicolas DUVALLOIS

L'écheveau olympique

Le gouvernement français dans l'incapacité d'avoir une position propre

La France participera-t-elle aux Jeux-Olympiques de Moscou ? Ces Jeux auront-ils lieu ? Deux questions qui restent posées, et qui redeviennent d'actualité ces jours-ci. Diverses informations « de sources bien informées » (c'est-à-dire gouvernementales) ayant fait état d'une « non-participation » française, le ministère des Affaires étrangères a cru bon, lundi, de rappeler que « Paris considère toujours le boycottage comme une riposte inappropriée », ce qui est une manière comme une autre de ne pas répondre aux questions. Face à ces hésitations, le PCF relance sa campagne pour le voyage à Moscou, tandis que des athlètes créent un nouveau comité pour la participation, qui se différencie du précédent en ce sens qu'il entend « manifester sa condamnation de l'invasion de l'Afghanistan ».

Au point où en sont les choses, il n'existe qu'une certitude : il y aura bien une réunion sportive à Moscou cet été. Mais rien ne prouve qu'il s'agira de Jeux Olympiques, regroupant des sportifs de la plupart des nations du monde. Dans de très nombreux pays, on est en effet aux stades des grandes manœuvres, qui doivent trouver leur terme le 25 mai prochain, date limite pour l'inscription des comités olympiques. Comment se présente aujourd'hui la situation ?

Quatre comités olympiques seulement, dont celui de la République populaire de Chine, ont fait connaître leur décision de ne pas se rendre à Moscou. Des gouvernements ont exprimé un souhait identique, mais sans que leurs comités olympiques n'aient encore clairement pris position : c'est le cas des USA, mais aussi de la RFA, de l'Australie, ou de divers autres pays

liés à l'impérialisme US. En Grande-Bretagne, le gouvernement s'est prononcé pour le boycottage et le comité olympique vient de se prononcer contre, ce qui n'assure cependant pas d'une participation britannique à la réunion sportive de Moscou : Thatcher dispose encore de nombreux moyens de pression, politiques et administratifs.

LA NON-POSITION DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

Dans ce contexte international, la position du gouvernement français se singularise quelque peu. D'un côté, il s'agit de refuser le boycottage des Jeux, pour ne pas apparaître comme répondant au doigt et à l'œil aux initiatives de la superpuissance US. Mais d'un autre côté il s'agit selon le mot de Soisson, de « ne pas participer à des Spartakiades », c'est-à-dire

de ne pas participer à des compétitions sportives d'où seraient absents les principaux pays occidentaux.

De fait, le gouvernement français ne prendra position qu'après les autres, et en fonction de la position des autres...

Voilà qui est symbolique quant à la politique internationale de l'impérialisme français : impossibilité de définir par soi-même une position propre, refus de s'aligner sur les États-Unis, mais aussi refus de heurter de front la superpuissance soviétique, et finalement rapprochement - de fait - d'avec l'attitude américaine.

CONSIDÉRATIONS POLITIQUES...

Le symbolique va même au-delà, tant il est vrai que le gouvernement français est contraint aussi de se déterminer en fonction de considérations de politique intérieure, et ce, à l'approche des présidentielles. Cette « partie à quatre » que déplorait fausement Giscard dimanche dernier on le retrouve pleinement quand il est question des Jeux Olympiques et de leur boycottage. Officiellement, RPR, PS et PCF sont contre le boycottage, tandis que l'UDF, comme à son habitude, n'a pas de position. Giscard serait-il donc isolé ? Les choses ne sont

pas si simples, si on veut bien considérer que des clivages, sur ce problème là aussi, apparaissent dans le RPR, et surtout dans le PS, où les rocardiens souhaitent assez ouvertement la non-participation française à Moscou.

... IDÉOLOGIQUES...

Déterminée principalement par des considérations de politique internationale et de politique intérieure, la non-position du gouvernement français est aussi le fruit de considérations idéologiques. Car ce qui est en cause, c'est bien l'idée des « Jeux Olympiques rassemblement de la jeunesse du monde », et plus encore l'idée du sport « apolitique », ou « au-dessus des classes ». L'échec du « comité des athlètes de haut-niveau » animé par le perchiste Abada et le judoka Rougier, et soutenu par le PCF et certains giscardiens, est de ce point de vue significatif.

La platitude des arguments du genre « quand on entre sur le stade on laisse au vestiaire nos opinions politiques » ou encore « ce que craint le plus Brejnev c'est de voir les jeunes sportifs du monde fraterniser » n'a pas eu beaucoup de prise, pas plus, en tout cas, que les initiatives lancées par le quotidien sportif l'Equipe et son

très réactionnaire directeur, Jacques Godet. C'est cet échec qui motive la création d'un nouveau comité, qui dénonce tout à la fois l'invasion de l'Afghanistan et l'initiative de Carter, et qui entend « ne pas rester inactif » à Moscou. L'idée dans l'air serait de boycotter la cérémonie d'inauguration des Jeux, et d'arborer un brassard noir lors des compétitions.

... ET ÉCONOMIQUES

Enfin, pour être complets quant aux motivations du gouvernement français, il convient de ne pas oublier les considérations économiques, dans la mesure où plusieurs firmes françaises, directement ou indirectement, sont intéressées à ce que les Jeux aient lieu. L'écheveau sera dénoué définitivement le 25 mai. En attendant, les dirigeants soviétiques continuent à préparer activement ces Jeux dont ils veulent faire une belle façade servant à masquer leur politique d'agression internationale et de répression interne. S'il en était besoin, les hésitations actuelles montrent éloquentement que l'action des différents pays occidentaux est mue par des intérêts qui sont aux antipodes de ceux des peuples.

Nicolas DUVALLOIS

Un mois de plus pour la médiation sur le temps de travail

La négociation du temps de travail a échoué après 18 mois en janvier dernier. Giraudet, nommé médiateur par le gouvernement, devait remettre son dossier ces jours-ci. Problèmes apparemment chez les patrons, problèmes aussi du côté syndical... Sur la demande pressante de Bergeron, dirigeant de FO, le gouvernement vient d'accorder un mois de plus à son médiateur, «pour être sûr d'un accord». L'intermédiaire gouvernemental est-il condamné à réussir pour justifier de la politique du «juste milieu» de Giscard ?

Difficile dossier que celui de la négociation sur le temps de travail. On se souvient des enjeux : qui étaient de deux ordres. Les pa-

trons parlaient d'«aménagement» du temps de travail, les syndicats demandaient une réduction. Plus qu'un fossé entre les deux posi-

tions, un gouffre ! Même lorsque la revendication initiale des trente-cinq heures devient «suppression des heures supplémentaires» ou «durée légale du travail à trente-neuf heures»...

Les patrons de leur côté, refusent absolument toute réduction d'horaire, tout juste acceptent-ils la diminution des heures supplémentaires qui pourraient passer de 220 à 150 en trois ans. Ils étaient prêts aussi à accorder une semai-

ne supplémentaire de congés aux travailleurs exemplaires, jamais malades, jamais absents... Mais ce qu'ils veulent absolument obtenir, c'est le calcul annuel de l'horaire de travail — qui se calcule jusqu'à maintenant à la semaine. Nous avons eu l'occasion à plusieurs reprises de montrer le danger pour les travailleurs de cet aménagement qui permettrait à plus ou moins long terme au patronat toute liberté pour moduler les horaires de travail aux courbes de la production.

Face à un CNPF de choc, le front syndical s'était lézardé, CFDT et CGC acceptant le principe de cet horaire annuel — avec quelques entraves à la liberté patronale. Mais aucun syndicat ne s'était retrouvé sur les positions patronales du fait du refus total du CNPF de faire la moindre réduction sur l'horaire légal.

C'est de cette situation

qu'héritait Giraudet, mandataire de Giscard pour faire reprendre les discussions et éviter que le gouvernement ne soit obligé de voter une loi qui remplacerait l'impossible accord. (Ce qui s'était passé pour l'indemnisation du chômage, et qui était un échec de la politique contractuelle de Giscard).

Le président de la République vient récemment de réaffirmer les orientations de sa politique, «la politique du juste milieu». Il vient de relancer aussi un appel à la concertation, base de la démocratie à sa manière. Il est certain que la pratique — déjà utilisée à plusieurs reprises, à l'Alstom en particulier — du médiateur en est aussi un des piliers. Les «partenaires sociaux» n'arrivent pas à tomber d'accord ? Le gouvernement intervient, «au-dessus des parties». Dans le cas précis des conflits du travail, il ajoute encore une distance entre les patrons et le gouvernement. Le gouvernement au service des monopoles et du patronat ? Mais, non, voyez donc mon mandataire prend aussi le parti des travailleurs. La longue nuit de Salmon et ses recommandations au PDG de l'Alstom voulait le faire croire. La longue quête de Giraudet depuis deux mois relance cette idée. Il navigue entre les partenaires pour trouver un compro-

mis... bien plus, des incursions bien orchestrées prétendraient que sa position — lui qui est PDG d'Air-France — est trop «sociale» pour les patrons : cinquième semaine non liée à l'absentéisme, et réduction des heures supplémentaires à 93 dans trois ans... On grogne côté CNPF, on n'applaudit pas côté syndicats, Giraudet acteur lui aussi comme le président, du juste milieu, serait-il condamné lui aussi à n'avoir que des critiques ? Il lui faut bien un mois de plus pour sortir de ce dilemme... Choisir son camp ?

On voit ce qu'il reste pour les travailleurs, de leur revendication des trente-cinq heures : un marchandage politique qui n'est que de la poudre aux yeux dans une période qui devient déjà pré-électorale. Que les futures nouvelles discussions aboutissent ou pas, on n'en est plus qu'à discuter d'une cinquième semaine de congés payés que les travailleurs auront chèrement achetée par l'horaire annuel du travail : non seulement ils seront à la merci des patrons pour la souplesse de leurs horaires, mais la base patronale de 1 820 heures normales par an est en réalité plus lourde que l'horaire moyen appliqué sur la base des quarante heures...

Claire MASSON

Contre les lois racistes à l'université

Grève à Censier, grève à Jussieu

1 500 étudiants étrangers débraient les examens sélectifs d'Arcueil

Après Angers, Nantes, Brest, Tolbiac, Censier et Jussieu sont en grève depuis maintenant une semaine contre la circulaire Bonnet et le décret Imbert du 31 décembre. Comme dans les facultés précédentes la grève est résolument revotée chaque jour à la majorité des assemblées générales.

A Censier, le piquet de grève mis en place par les assemblées générales joue un rôle déterminant dans l'information et la mobilisation des étudiants. A Jussieu, différentes commissions redoublent d'initiative pour mobiliser, informer les étudiants et la population avoisinante du motif de leur grève.

Dès lundi une nouvelle réjouissante est venue renforcer la détermination de gagner, des étudiants. 1 500 étudiants étrangers convoqués par l'administration universitaire devaient passer un examen sélectif pour leur entrée à l'université. Or, cet examen, c'est l'application même du décret Imbert. Non content de figurer, de sélectionner, et de contrôler les étudiants étrangers dès leur pays d'origine, tel que l'indique le texte révoltant de la circulaire Bonnet, le gouvernement entend, par le décret Imbert du 31 décembre dernier, imposer aux étu-

diants étrangers le contrôle de la langue française. Dans ce cas, le contrôle devient une mesure répressive de plus, pour accroître la division Français-immigrés. Si aujourd'hui le gouvernement impose aux étudiants étrangers, pour leur inscription en faculté, une procédure particulière d'admission par exemple par l'intermédiaire de la commission nationale présidée par Imbert, demain le gouvernement ira plus loin, et pourquoi pas, une université dans laquelle on rentrerait par concours !

Aussi, c'est une véritable provocation à laquelle

se livre le ministère des universités. Alors que partout en France éclate une résistance, une remise en cause des circulaires et décrets, celui-ci a entériné les lois racistes par les faits. A cela 1 500 étudiants étrangers ont dit non lundi 24 à Arcueil en débrayant massivement de leur examen, en refusant de remettre leur copie.

Face à cette volonté des étudiants français et étrangers de la région parisienne de se battre contre les lois racistes, une première coordination s'est réunie à Jussieu le mardi. Elle a proposé d'étendre la mobilisation aux autres facs de la région, comme en témoigne la présence de différents comités de Nanterre, Tolbiac, etc. Elle a renouvelé son appel à une coordination régionale tout au long de la semaine à Censier et Jussieu, autour des comités de grève de ces facultés. Elle a proposé de faire circuler une pétition de soutien aux étudiants étrangers d'Arcueil afin de populariser leur action avant d'en passer à des actions déterminantes pour empêcher le ministère d'appliquer ses mesures répressives. Elle a proposé en dernier lieu de tenir une conférence de presse avec les étudiants d'Arcueil dès que les conditions en seront réunies.

De plus, elle popularise et diffuse le tract des étudiants iraniens après leur participation massive au boycott d'Arcueil.

Face à cette vigilance et à cette mobilisation accrue avant les vacances de Pâques, tout le monde s'accorde à dire que si elles marquent un temps d'arrêt dans la lutte, cela ne sera que pour repartir avec plus de détermination dans une coordination nationale pour l'abrogation de la circulaire Bonnet et le décret Imbert à la rentrée.

Correspondance collective Jussieu, Censier, Nanterre, Tolbiac

«Nous avons boycotté l'examen de langue française»

«Nous, étudiants iraniens en France (Paris), avons quitté la salle d'examen : l'examen de langue française qui avait été organisé par le ministère de l'Éducation comme l'une des conditions d'entrée à l'université, nous l'avons boycotté (lundi 24 mars 1980). Nous protestons contre la circulaire Bonnet et le décret Imbert :

- l'examen de la langue française,
- une lourde somme d'argent bloquée (8 000 à 12 000 F comme condition d'entrée),
- le renouvellement de la carte de séjour tous les quatre mois.

L'application immédiate de ces circulaires et décrets envisageant l'examen d'entrée de langue française prouve clairement la nature de ces mesures. Nous exigeons donc l'abrogation de la circulaire Bonnet et du décret Imbert et soutenons vivement la grève des étudiants étrangers et français contre les mesures racistes.»

Le comité représentant les étudiants iraniens et le comité des étudiants iraniens à Paris

Marseille : étudiants et enseignants manifestent pour empêcher une expulsion

Trois cents étudiants et enseignants de la faculté Saint-Charles (sciences) à Marseille ont manifesté mardi matin dans le centre-ville pour protester contre la convocation d'un étudiant marocain, M. Miloudi Wadiah, devant une commission d'expulsion.

EXTRAITS D'UN APPEL DU CDEEF

«Une procédure d'expulsion est notifiée à un étudiant marocain de Marseille. Le motif fallacieux invoqué est : «*Trouble à l'ordre public*».

C'est une attaque qui s'inscrit dans le cadre de la politique menée par le gouvernement français à l'encontre des étudiants étrangers. (...)

Ainsi aujourd'hui, après Angers, Lille, Amiens, Nantes et Rouen, Marseille s'inscrit dans la liste des villes universitaires atteintes par la campagne du gouvernement contre les étudiants étrangers, avec la notification d'expulsion à cet étudiant marocain, ancien responsable et militant de l'UNEM d'Aix, inscrit en dernière année de maîtrise à Marseille, père d'une petite fille de 2 ans, et dont la femme est enceinte de 6 mois.

L'affaire n'en est pas à ses débuts :

Déjà en juillet 1979, le préfet prend la décision de refus de séjour contre cet étudiant. Après un procès, le tribunal lui accorde le droit de séjour en septembre 1979.

Le 28 novembre 1979 le préfet annule lui-même sa décision. Mais à la fin février 1980, cet étudiant est informé qu'une nouvelle procédure d'expulsion est engagée contre lui. La commission d'expulsion siègeait le 25 mars 1980. Ce que le ministère de l'Intérieur n'accepte pas, c'est que cet étudiant ait des activités syndicales au sein de son organisation l'UNEM. (...)

Ce cas n'est pas unique : un étudiant mauricien a reçu à la place du renouvellement de sa carte de séjour, un avis d'expulsion».

CDEEF : Comité de Défense des Etudiants Etrangers en France. Aix (UNEF, FRUF, UNEM, UNJA, UGET (sp), UGELF, UETF, AEG, UNEF).

Grenoble : plus de 1 000 manifestants contre la circulaire Bonnet

Depuis le jeudi 20 mars, un mouvement de grève est parti au campus de Grenoble en soutien aux étudiants étrangers. Les mots d'ordres sont «*Suppression de l'examen, concours national*», «*Suppression de la commission nationale*», «*Libre inscription des étudiants étrangers*» dans l'université de leur choix, selon des critères non discriminatoires avec le mot d'ordre bien sûr : «*Abrogation de la circulaire Bonnet*». Après que les flics aient chargé lundi matin une manifestation, boycottant le

concours national, la grève s'est étendue à presque tout le campus. L'après-midi est décidée l'occupation des bâtiments administratifs de sciences (Université 1) pour se faire entendre. Elle sera levée quand il y aura la certitude de l'inscription des étudiants étrangers ayant boycotté le concours national. Le mercredi 26 mars, une manifestation rassemblait 10 à 12 000 personnes jamais vu même en 1976 avec le soutien des syndicats enseignants et ouvriers ainsi que de la mairie. Le

mouvement est partie spontanément de la base, et s'est progressivement étendu. Le mouvement s'est structuré, un comité de grève a été élu. Les habituelles querelles entre les deux UNEF ont pu être rapidement dépassées (au début l'UNEF Renouveau proche du PC ne soutenait pas le mouvement). Aujourd'hui, il y a partout des comités de grève par UER et un comité central de grève. Après le caractère extrêmement massif de la manifestation, le mouvement continue jusqu'à satisfaction.

Commission des droits de l'homme à l'ONU

Marchandages sordides entre l'URSS et la Grande-Bretagne

Les droits de l'homme seraient-ils devenus une nouvelle monnaie d'échange entre les puissances impérialistes ? C'est ce que semble illustrer l'étrange pacte conclu la semaine dernière à Genève entre deux membres de la Commission des droits de l'homme de l'ONU : l'URSS et la Grande Bretagne. L'enjeu portait d'une part sur une résolution soviétique condamnant les « violations flagrantes des droits de l'homme » en Irlande du Nord, et d'autre part sur une résolution de la Grande Bretagne et d'autres pays occidentaux dénonçant le traitement réservé au dissident soviétique Sakharov. Effrayé à l'idée que les projecteurs soient braqués sur la torture couramment pratiquée par l'armée britannique en Irlande du Nord, le délégué britannique lord Carrington (cousin du ministre britannique des Affaires étrangères) fit tous ses efforts pour empêcher que ce sujet soit soumis à la discus-

sion. Il fit tant et si bien qu'un « arrangement » fut trouvé avec la délégation soviétique : celle-ci ferait le silence sur l'attitude de l'armée britannique en Irlande du Nord, en échange de quoi, la Grande Bretagne retirait sa résolution sur Sakharov ? Cet accord secret a été confirmé par le délégué d'Amnesty International à la commission. Celui-ci a indiqué : « des marchandages comme celui-ci sont une procédure courante ». Le délégué péruvien a qualifié ce pacte de « déplorable spectacle ». Le sort des patriotes irlandais, des résistants afghans et des dissidents soviétiques ne concerne les dirigeants soviétiques et britanniques que lorsqu'ils peuvent leur servir de monnaie d'échange, car la force de ces pays impérialistes leur vient précisément de l'oppression qu'ils exercent sur les peuples du monde.

Frank ROUSSEL

Selon le ministre iranien des Affaires étrangères

L'URSS aurait accepté le principe d'une réunion régionale sur l'Afghanistan

Mardi à Téhéran, Sadegh Ghotbzadeh, le ministre des Affaires étrangères a annoncé que la proposition iranienne d'organiser une réunion régionale sur l'Afghanistan, faite il y a 3 semaines à l'ambassadeur soviétique à Téhéran a été acceptée dans son principe par l'URSS. Selon le ministre iranien des Affaires étrangères, ces négociations auraient pour but la recherche d'une « solution pacifique au problème de l'Afghanistan », à laquelle seraient associées « toutes les parties concernées dans la région » (l'URSS, le gouvernement afghan, la résistance afghane, l'Iran, le Pakistan et probablement la Chine). Sadegh Ghotbzadeh a précisé que les « buts de cette conférence seraient : le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, le respect et la garantie de l'intégrité territoriale, de la neutralité, et

évidemment la non-ingérence dans les affaires intérieures, ainsi que le droit pour les Afghans de choisir leur propre gouvernement ». A propos de l'aide de l'Iran à la résistance afghane, il devait déclarer : « Jusqu'à maintenant, elle a malheureusement été limitée... Nous sommes décidés et désireux de résoudre les problèmes par les négociations entre toutes les parties concernées. Mais, je tiens à affirmer clairement que si de telles négociations échouent et si les troupes soviétiques se maintiennent en Afghanistan, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour aider les combattants de la liberté afghane à lutter pour leurs droits ». Il a ajouté que dans n'importe quel cas, l'Iran ne fournirait aucune aide aux groupes qui bénéficient du soutien américain.

Communiqué

Meeting d'information sur la dictature sanglante au Mali
A l'appel de :
- CDLD (Comité de Défense des Libertés Démocratiques au Mali)
- AESMF (Association des Etudiants et Stagiaires Maliens en France).

Samedi 29 mars à 14 h 30
Salle AGECO, 177 rue Charonne, 75011 PARIS
Métro Alexandre Dumas

Proche-Orient

Vers une nouvelle initiative de l'OLP à l'ONU

Les efforts désespérés déployés par la diplomatie américaine pour tenter de relancer les négociations israélo-égyptiennes se heurtent au mur du refus israélien. En effet, l'ambassadeur spécial américain dépêché en Israël vient d'essayer à trois reprises un « non » israélien face à sa demande réitérée pour que Begin renonce à l'implantation de nouvelles colonies de peuplement en Cisjordanie. Le dirigeant sioniste n'a même pas accepté un moratoire sur ces implantations, l'ambassadeur américain ne lui proposait pourtant que d'interrompre celles-ci jusqu'au 26 mai prochain, date fixée pour la clôture des négociations.

Répondant à l'envoyé

spécial américain qui proposait la création d'une commission israélo-égyptienne sur le « sécurité », Begin aurait déclaré que cette question devait rester sous le contrôle d'Israël. En ce qui concerne la Cisjordanie et Gaza, Begin a suspendu cette question à la forme que prendra l'autonomie dans ces territoires, étant, lui partisan d'une simple décentralisation administrative contrairement aux Egyptiens qui parlent d'accorder des pouvoirs législatifs. Un sondage qui vient d'être publié en Israël indique que 48 % des personnes interrogées sont opposées à de nouvelles implantations de colonies et seulement 38 % y sont favorables.

Tirant parti de l'impasse

dans laquelle les négociations israélo-égyptiennes et de l'isolement d'Israël qui s'accroît avec la position intenable défendue par Begin, l'OLP est sur le point de lancer une initiative diplomatique importante à l'ONU. Selon un membre du comité exécutif de l'OLP, profitant du climat favorable créé par les récentes déclarations européennes reconnaissant le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, l'organisation palestinienne demanderait dès cette semaine à l'ONU, de remplacer la résolution 242 par une résolution reconnaissant le droit à l'autodétermination et mentionnant le droit à la création d'un Etat indépendant palestinien.

D'autre part, le comité de

l'ONU sur l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a demandé mardi une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations-Unies sur le droit des Palestiniens. Cette demande est justifiée en ces termes par le président de la commission : « La paix et la stabilité dans la région se trouvent de plus en plus menacées par les provocations du gouvernement israélien ». Il a par ailleurs protesté contre la décision israélienne d'implanter deux écoles religieuses juives dans la ville de El-Khalil (Hebron) en Cisjordanie.

Frank ROUSSEL

Comores

Liberté pour Moustoifa et Abdallah !

Le 25 février à 5 H du matin, la police a enlevé Moustoifa Saïd Cheikh de son domicile. Le même jour Mohamed Abdallah subissait le même sort. Isolés à Vwadjou (camp de torture de sinistre renom), Moustoifa et Abdallah ont été finalement transférés à la prison de Darriex où ils sont actuellement détenus.

Une détention arbitraire qui ne cache pas son nom, car jusqu'ici (presqu'un mois après), la justice n'est pas saisie ! Délit d'opinion devrait-on affirmer. En effet Moustoifa Saïd Cheikh est un patriote connu, un élément central des forces nouvelles vers lesquelles le peuple a d'ores et déjà tourné son regard et ses espoirs.

Quant à Mohamed Abdallah, un ancien député des Comores, il est connu comme un des rares dirigeants du défunt Parti Socialiste des Comores à être restés intègres et fidèles à ses convictions patriotiques et sociales.

Ulcérés par l'extension des luttes du mois de février (grèves parallèles des ouvriers du bois, des instituteurs, puis des lycéens), le régime s'en est pris à eux dans le dessein criminel d'endiguer la vague montante de la révolution comorienne, et du coup en finir une bonne fois pour toute avec les luttes revendicatives des larges masses.

Au moment fort des luttes, le gouvernement d'Ah-

med Abdallah s'acharnera sur le mouvement lycéen (campagne antijeunes, organisation de procès expéditifs où furent prononcées des peines d'emprisonnement, etc.), et tenta de faire passer Moustoifa et M. Abdallah comme des manipulateurs des lycéens. La riposte populaire organisée par « la Voix du Peuple » autour du mot d'ordre « quand un enfant du peuple est touché, c'est tout le peuple qui est touché » obligea le gouvernement à reculer jusqu'à « réviser » ses parodies de procès. Les lycéens détenus, qui devaient purger des mois et des mois de taule, sont libérés depuis le 15 mars.

Mais cela ne veut pas dire pour autant que tout soit

fini, que la réaction au pouvoir ait lâché prise.

Les expulsions de lycée (une trentaine) sont maintenues. Pire encore, le régime d'Ahmed Abdallah est parti en campagne contre Moustoifa et M. Abdallah qui demeurent encore dans les geôles de Moroni sans aucune raison, même de pure forme.

Les autorités de la République Fédérale Islamique des Comores, fondée le 13 mai 1978 par Bob Denard, n'ont aucun respect pour les libertés démocratiques et ont fait leur la pratique sociale-fasciste d'Ali Swalifi. Celle-ci consiste à emprisonner sans coup férir. Cela est manifestement intolérable !

Centrafrique

« L'ancien régime était devenu brutal et méprisant » constate Giscard... tardivement

Recevant son poulain, David Dacko, 6 mois après l'avoir installé au pouvoir, Giscard a réaffirmé que l'« appui exceptionnel de la France » lui était acquis, sous entendu : tant que celui-ci resterait un fidèle serviteur des intérêts de l'impérialisme français en République Centrafricaine. Il est cependant resté modeste sur le rôle joué par la France dans le renversement du régime de Bokassa, dont l'honneur reviendrait — selon Giscard — aux « patriotes » centrafricains au premier rang desquels figure bien entendu David Dacko, débarqué d'un transatlantique de l'armée de l'air française. Quant au régime de Bokassa qualifié à cette occasion par

Giscard de « régime devenu brutal et méprisant », une telle phrase ne coûte pas cher dans la bouche de celui qu'il appelait il n'y a de ça pas si longtemps son « cher parent ». Une constatation bien tardive, c'est le moins qu'on puisse dire. Pour nous enlever des doutes sur les sentiments humanitaires qu'il exprime Giscard aurait pu dénoncer les atteintes flagrantes aux libertés démocratiques commises par son « protégé » Dacko, qui sans atteindre la cruauté de son prédécesseur, pratique couramment les arrestations arbitraires et l'emprisonnement des opposants.

F.R.

L'accueil

de la police française à des militants iraniens

Dans un communiqué qu'elle nous a fait parvenir l'Organisation des Moudjahidin du Peuple d'Iran relate des faits qui se sont produits le 4 mars dernier à l'aéroport d'Orly et dont ont été victimes les membres d'une délégation de cette organisation, de retour du Sahara Occidental. Après avoir dû subir les contrôles tatillons des policiers et leurs propos ironiques et outrageants à l'égard de l'imam Khomeiny, les militants iraniens ont eu à subir un interrogatoire poussé. Contraints de rester pendant 15 heures dans la salle de transit et empêchés de quitter l'aéroport, de là à conclure que les membres de l'organisation iranienne ont été victimes d'une arrestation arbitraire et d'une séquestration, il n'y a qu'un pas. La police a empêché la délégation de prendre contact avec son ambassade et expulsé ses membres en Allemagne Fédérale, sans autre forme de procès.

L'Organisation des Moudjahidin du Peuple d'Iran a déposé une protestation officielle auprès de l'ambassade de France à Téhéran.

F. R.

Chaque jour,
achetez le Quotidien du Peuple
dans le même kiosque

Paris : contre les fermetures de classes, rassemblement parents-enseignants devant la Préfecture

Une autre façon de voir l'avenir

« Je suis le ministre de l'avenir » aime à répéter M. Beullac, ministre de l'Éducation, chaque fois que les problèmes concrets de l'école lui sont posés. Ministre de quel avenir, quant on voit ce qui se prépare, ce qui se décide en ce moment ? Pour la première fois cette année, le nombre de fermetures de classes envisagé avec la plus grande fermeté dépasse de très loin le nombre d'ouvertures. 730 postes d'instituteurs doivent être supprimés. Bien évidemment, M. Beullac affirme que « le ministère conserve les mêmes moyens ». L'argent passe d'une colonne à l'autre au niveau du budget, et pour lui, le tour est joué. Il ne reste plus, pour ce ministre qui ne dédaigne pas la démagogie, qu'à traiter les instituteurs en colère de « corporatistes », qu'à les accuser de vouloir perpétuer l'injustice sociale en refusant d'aller enseigner « là où sont les enfants »... De belles formules, peut-être, mais qui n'ont fait qu'accroître la colère des enseignants et des parents.

DES VASES COMMUNICANTS D'UN TYPE NOUVEAU

Depuis des mois, on nous rassure que le nombre d'enfants scolarisés baisse, et qu'en toute logique, il faut fermer des classes et dépenser l'argent correspondant à « améliorer la qualité de l'enseignement ». Les instituteurs des quartiers populaires de Paris et de banlieue qui sont en lutte depuis plusieurs semaines n'ont-ils donc aucun bon sens ?

Regardons d'un peu plus près, dans telle maternelle du 20^e par exemple, où une classe devrait être fermée. Pour l'instant, on est loin des 25 élèves par classes réclamés par les enseignants. Mais, il est moins difficile actuellement d'y inscrire les tous petits. Que se passera-t-il si la classe en question est effectivement fermée ? Les élèves seront encore plus nombreux dans chaque classe, et les listes d'attente pour les enfants de 2-3 ans vont se remplir à nouveau. Comment parler sérieusement d'amélioration de la qualité ? Devant cette réalité incontestable, les beaux tableaux du ministre s'effondrent. Et les

menaces proférées par l'administration ne peuvent pas grand chose face à l'accumulation du ras-le-bol des enseignants.

25 ELEVES PAR CLASSE : PLUS QU'UN SIMPLE CHIFFRE

Ras-le-bol, c'est sans doute le mot qui convient le mieux. Les instituteurs en ont assez du rôle qu'on leur fait jouer, du type de rapport qu'ils sont contraints d'avoir avec les enfants. La revendication des 25 élèves par classe n'a rien de simplement mathématique. Elle recouvre une amorce de réflexion bien plus globale sur le type d'école qu'on leur impose, à eux, mais aussi aux enfants et aux parents.

PARENTS : L'ECOLE EST AUSSI VOTRE AFFAIRE

A ce titre, la participation des parents au mouvement, malgré toutes les difficultés matérielles provoquées par la fermeture des classes parfois plusieurs semaines pendant cette grève, est un fait significatif. Ce que commencent à dire des parents de plus en plus nom-

breux, c'est que l'école doit aussi être leur affaire. Tout n'est pas encore très précis dans cette revendication, mais elle commence à s'approfondir. Et le rassemblement de ce jeudi devant la préfecture de Paris, au moment où se réunit le Conseil départemental, qui est lancé principalement à l'appel des parents, doit être une nouvelle occasion d'apprécier leur participation de plus en plus massive et active à la lutte contre la politique de Beullac.

QUELLE ECOLE ?

Bien sûr, aujourd'hui, on a assisté à un mouvement de reprise dans la plupart des écoles. Mais, en même temps, de nombreuses occupations se sont poursuivies jusqu'à ce jeudi, à l'initiative des parents. Et il n'est pas question d'enterrer le mouvement avec les vacances de Pâques. Au contraire, de très nombreuses assemblées générales sont déjà prévues dans les arrondissements, dès la rentrée. Au programme, précisément un approfondissement de la réflexion sur le type d'école qu'on veut, enseignants et parents, sur l'intervention des parents, des travailleurs, dans l'école, sur une meilleure liaison entre parents et enseignants, au-delà de la solidarité évidente qui vient de se manifester.

C'est tout cela qui fait la richesse et la force d'un mouvement qui, n'en déplaise à Monsieur Beullac, n'a pas grand chose de corporatiste, et qui voit l'avenir autrement qu'en chiffres sur les écrans de télé.

Monique CHERAN

Interview d'un instituteur du SGEN-CFDT à Rodez (Aveyron)

« Tous ensemble, nous empêcherons les écoles de fermer »

Vous manifestez aujourd'hui contre les fermetures de classe, pouvez-vous nous donner la situation dans le département ?

En Aveyron, il y a environ 1 500 classes dont une majorité de classes rurales (dont de nombreuses classes uniques). Mais avec le phénomène de centralisation et d'exode rural, les campagnes se vident. Ce qui fait qu'il y a actuellement des classes avec 4 élèves. Si on appliquait de façon bureaucratique la grille Guichard (on ferme une classe à moins de 9 élèves...) un bon nombre de classes se feraient. Et on sait qu'un village sans école, c'est le début d'une mort certaine. Donc, je pense que, vue la situation en Aveyron, des classes de 5 à 6 élèves peuvent très bien fonctionner ! actuellement, il est proposé la fermeture de 60 classes, à la campagne et aussi à la ville !

Que vont devenir les enfants dans les campagnes ?

Ils devront prendre le car de ramassage très tôt le matin, et rentrer très tard le soir. Ce qui va les fatiguer et entraîner des difficultés scolaires. Il en sera de même en ville où il y a des classes surchargées (39 élèves pour un instituteur...). L'échec scolaire sera très important, il y aura plus d'élèves dans les CET et donc plus de main-d'œuvre

Histoire de Marzials, petit village aveyronnais

Comme il y en a des dizaines chaque année, l'école de Marzials devait fermer à la rentrée 1979.

Mais, les habitants de Marzials savaient que si leur école fermait le village aurait bien peu de chances de remonter la pente. Or, c'est clair et simple : Marzials veut vivre !

A la rentrée 1979, les parents qui ne veulent pas voir leur école fermer, continuent à envoyer leurs enfants à l'école. Faute d'instituteurs nommés par l'Inspection académique, c'est une jeune fille du village qui assure la classe. Elle est rémunérée par l'Association pour la Sauvegarde de l'École de Marzials.

Cette situation ne pouvait qu'être provisoire, le problème allait se reposer en 1980-1981... puisque l'inspecteur d'académie jugeait le nombre d'enfants insuffisant.

Qu'à cela ne tienne : on allait s'employer à renforter les effectifs !

Des articles, reportages sont communiqués dans les journaux, à la radio, à la télévision, et les réponses ont été nombreuses : 120 familles ont répondu à l'appel de Marzials. Mais l'attrait de la campagne ne compensait pas le manque d'emploi. Aussi ce sont surtout les artisans qui se sont proposés. Trois familles sont déjà installées, ça y est, le seuil limite est franchi, il y a assez d'enfants (plus de 9) pour que l'école soit maintenue.

La balle est dans le camp de l'Inspection académique, mais le rapport de force est en faveur des parents. L'école a donc de très grandes chances de réouvrir officiellement, les habitants de Marzials ont su faire ce qu'il fallait pour ça.

pour le patronat ! Face à cela, on ne peut rester insensibles !

Mercredi, il y a eu une manifestation des parents d'élèves Cornec, jeudi ça a été le SGEN-CFDT, le SNES, le SNEPT-CGT, vendredi ce sera le privé et la semaine prochaine, il y aura le SNI. Est-ce que vous n'auriez pas plus de poids en manifestant tous ensemble ?

D'un côté, un mouvement unifié aurait plus d'ampleur. De l'autre côté, une seule journée d'action n'aurait rien apporté. Il faudrait une action continue, plus dure et plus soutenue, de pressions sur les inspecteurs d'académie, les recteurs et le ministre de l'Éducation.

Le SNI négocie et vous que proposez-vous ?

Comme je l'ai dit tout à l'heure, je pense qu'il faut une action dure, soutenue et populaire ! Donc, ce n'est pas les grèves de 24 h, où les semaines d'action proposées par le SGEN qui

vont changer quelque chose. Contre ces fermetures de classe, il faut associer le maximum de gens. Pour cela en Aveyron, nous essayons de prendre le maximum d'initiatives et de proposer des moyens d'action qui nous semblent efficaces, pas seulement aux enseignants et aux parents d'élèves mais aussi à la population, aux élus municipaux, aux organisations syndicales en milieu agricole (CDJA-FDSEA) et aux partis politiques.

En Aveyron l'expérience de l'école de Marzials a montré qu'il était possible de s'opposer aux fermetures de classes (voir l'encadré). C'est pour cela que nous appelons à la création de comités de défense des écoles, regroupant : parents d'élèves, élus, population, instituteurs, organisations syndicales agricoles, partis politiques, etc.

On espère que tous ensemble, nous empêcherons les écoles de fermer, et donc l'Aveyron de crever !!!

Correspondant RODEZ

Rencontre entre Maire (CFDT) et Monnier, président de la Confédération des syndicats médicaux de France

« La démolition pure et simple du système médico-social »

Mercredi après midi Edmond Maire rencontrait le docteur Monier, président de la Confédération des Syndicats Médicaux de France (CSMF). C'est parce qu'elle refuse la nouvelle convention que veulent imposer gouvernement et patronat par le biais de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie que la CSMF a rompu les négociations et a décidé d'augmenter unilatéralement ses tarifs. Or il semble que les caisses aient entrepris de négocier avec la FMF (autre syndicat de médecin beaucoup moins important numériquement) mais qui serait prête à accepter le projet de convention. Dans ce contexte, la rencontre CFDT-CSMF prenait une importance particulière.

Au cours de la conférence de presse tenue au terme de la rencontre, Maire et Monier devaient préciser les points de convergence entre CFDT et CSMF.

Le premier point c'est le refus clair et public de l'évolution actuelle de la politique de santé amorcée par le patronat le gouvernement avec le soutien de la CNAM.

Le deuxième point d'accord porte sur les méthodes de discussion et sur le fait qu'on ne peut pas exclure de la négociation les deux plus grandes organisations syndicales de travailleurs.

Le troisième point c'est la volonté de faire échec à la mise en place d'un double secteur dans la médecine et à l'individualisation des risques. Le refus de l'enveloppe globale qui est présentée

comme un préalable à la convention, constitue le quatrième point d'accord. Cette enveloppe globale comme l'a précisé le président de la CSMF signifie un rationnement des soins et un renforcement des inégalités devant la maladie. La CFDT et la CSMF sont toutes les deux opposées au ticket modérateur. Les deux organisations sont d'accord pour poursuivre la discussion sur la politique de la santé.

Pour la CFDT et la CSMF la nouvelle convention, si elle était signée, aboutirait à la démolition pure et simple du système de santé actuel. Pour la CSMF la convention doit être négociée entre le gouvernement et les syndicats intéressés, puis votée au parlement, et enfin dis-

cutée avec les caisses pour les modalités d'application. On peut quand même rester sceptique sur le moyen utilisé par la CSMF pour faire pression sur le gouvernement : la hausse des tarifs médicaux. Il s'agit en fait d'une pression sur les assurés sociaux pour qui la note de soins est de plus en plus salée. C'est une occasion rêvée pour le gouvernement de faire porter la responsabilité d'une remise en cause du système actuel sur les médecins.

Pour la CFDT la lutte contre le ticket modérateur sur les mutuelles doit être le support à une explication d'ensemble de la politique du pouvoir en matière de santé.

Léon CLADEL

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat

Le Quotidien du Peuple
Adresse postale BP 225 - 75927 Paris cedex 19
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par ILN-Paris, Distribué les NMPP
Commission paritaire : 56 942
Libeller les chèques à « Aujourd'hui Presse »
Société Générale 200 208 66

A propos de la résistance yougoslave

Interview d'André Lacaze, ancien déporté, auteur du «Tunnel» *

Réalisée par Claude LIRIA

Quand on s'appelle André Lacaze, qu'on a vécu et écrit l'odyssée du « Tunnel », on en a des choses à raconter sur la Yougoslavie, son peuple de braves, sa résistance anti-nazie !

Résistance de la première heure, arrêté en février 1942, déporté dans le camp de la mort de Mathausen, André Lacaze fut désigné par les SS pour construire, avec trois cents autres déportés, un tunnel stratégique en Yougoslavie, dans un petit village nommé Loibl-Pass. Et le « Tunnel », c'est d'abord et surtout le combat pour la survie contre la mort, le combat pour la dignité contre l'humiliation et la dégradation, à l'intérieur du camp. Mais « le Tunnel », c'est aussi le combat des partisans yougoslaves, dans les montages aux alentours,

► Comment s'est passée votre évasion du camp nazi de Loibl-Pass et votre arrivée chez les partisans yougoslaves ?

Moi, je ne me suis pas évadé du camp, mon évasion a raté. Mais comme je voulais raconter l'histoire de ce commando pas comme les autres, j'ai pensé qu'il fallait raconter une évasion. Alors, j'ai pris l'évasion la plus spectaculaire. En plus elle correspondait pas mal à la mentalité de ce camp. Parce que, dans ce camp, il n'y avait pas que des résistants comme vous avez pu le voir, il y avait aussi des truands, des types raflés. Les raflés, ils ne se sont pas évadés. J'ai pensé que c'était plus intéressant de raconter l'histoire d'un truand, c'est-à-dire un type qui ne savait pas pourquoi il était là, mais qui petit à petit comprend pas mal de choses.

(NDLR : le héros du livre, Paulo, petit truand arrêté pour marché noir, après avoir vécu l'expérience terrible du camp, prend peu à peu conscience du fascisme, commence à admirer les résistants du camp (communistes et autres) et décide finalement de s'évader et de rejoindre les partisans yougoslaves aux côtés desquels il combattra pendant plusieurs mois).

Je ne me suis pas évadé, mais j'ai fait partie du Front National clandestin qu'on avait constitué là-bas. Mais il faut bien vous dire que c'était la fin. C'est-à-dire que la route qui menait au tunnel était encombrée d'Allemands qui refluait. Y avaient des bagarres avec les partisans. Et les SS qui ne savaient plus trop où ils en étaient, ont fait sortir tous les Allemands du camp, (vous savez : les Kapos), ils leur ont donné des uniformes. Quand on a vu ça, il y a des délégués du Front National qui sont allés voir le commandant du camp. On aurait pu tout aussi bien se faire tous flingués. Mais comme ça l'arrangeait, il nous a laissé nous organiser à l'intérieur du camp. Il n'y avait plus d'Allemands dans le camp, ils étaient autour dans les miradors. Et puis, dans la nuit, les SS ont décroché, ils ne nous ont laissé qu'une toute petite troupe, qui devait nous ramener vers Mathausen. Mais c'était très loin Mathausen, il fallait repasser par l'Autriche et traverser notre tunnel.

Alors, on a commencé à traverser le tunnel. Et là, on a sorti des drapeaux, on a commencé à chanter la Marseillaise, l'Inter, etc... Et de l'autre côté, au petit matin, qu'est-ce qu'on a vu ? De toutes les montagnes, descendre l'armée extraordinaire des Partisans ! C'était fantastique, rien que des garçons et des filles, tous jeunes, armés jusqu'aux

dents ! Alors, on a sauté sur nos SS, on les a désarmés y a pas eu de coups de feu ; il faut dire que c'était pas les plus vaches qui étaient restés ; les plus vaches, ils étaient partis. Les Partisans nous ont absolument empêchés de les toucher, alors on les a faits prisonniers. On leur a filé nos fringues. Et à ce moment-là, les déportés se sont scindés en deux : tous ceux que j'appelle les bourgeois, les raflés, les truands, sont partis au devant de la Croix Rouge. Et nous, on est resté avec les Partisans, on a formé la Brigade Liberté.

► Vous avez participé à des combats contre les SS ?

Les Partisans nous ont fait faire des exercices : on s'est retrouvé à manier des fusils, des mitrailleuses, des grenades ; on avait une étoile rouge. On a participé à des escarmouches contre les SS, mais c'était la fin. On a surtout fait prisonniers des SS du camp qui se taillaient... J'ai fait partie d'un petit groupe qui en a arrêté. Mais tout ça, c'était pas très important. Ma guerre chez les Partisans, ça ne veut pas dire grand chose.

Par contre, je les ai très bien connus. Et les Yougoslaves, il est certain que j'ai une grande admiration pour eux. Parce que ce sont des gars absolument fantastiques de courage ; ils n'ont peur de rien. On était des enfants de chœur à côté d'eux. Les seuls qui pouvaient rivaliser avec eux, c'étaient les Russes. (...)

► Après la guerre, vous avez continué à vous intéresser à la Yougoslavie ?

Je suis retourné plusieurs fois en Yougoslavie. Et il y a une photo qui est à mon avis la plus belle de toute la guerre : je l'ai vu affichée dans les magasins là-bas. C'est un jeune yougoslave de 20 ans qui va être pendu. On voit les Allemands. Et lui, il fait un geste, le V de la victoire. Il est formidable, on le voit qui sourit, ce jeune qui va mourir. Il est fantastique. Et c'est ça, les Yougoslaves !

Après, j'ai étudié l'histoire de la Yougoslavie. J'ai des copains yougoslaves, j'ai aussi un ami français, un ancien du camp qui a épousé une Yougoslave, c'est un héros national là-bas. Et alors, j'ai compris ce que c'était que cette résistance. Ça n'a pas d'égal nulle part, je crois. En plus, il n'y avait pas d'esprit de patrie là-bas puisque c'était 6 républiques, 6 peuples différents. Mais ils ont eu une réaction d'instinct contre l'occupant, ils ont pas hésité une seconde. Ça a vraiment été tout de suite. Ils ont pris les armes à l'ennemi, ils se sont battus avec des ha-

c'est aussi des liens qui se tissent entre les déportés du commando X et les hommes qui, de l'autre côté des barbelés, se battent contre le même ennemi.

Et quand trois déportés décident et réussissent leur évasion, c'est pour mieux continuer le combat, du côté des Partisans. Imités par d'autres, les évadés de Loibl-Pass formeront la « Brigade Liberté », décorée sur ordre de Tito de la médaille de la Résistance.

« Le tunnel », un livre témoignage, mais un livre qu'on lit d'une seule traite, aussi passionnant qu'un bon western, avec en plus un moral du tonnerre à la clé !

C. L.

ches... Que ça soit les villes ou n'importe quoi, ils s'en foutaient. L'histoire des kiosques à journaux

à Belgrade qu'ils prenaient d'assaut, c'est pas de la blague. Vous imaginez ça en plein Paris,

au début de l'occupation : 300 gars divisés en 100 équipes, qui, au même instant, s'emparent de tous les journaux pro-nazis et les brûlent. C'était vraiment l'insurrection, ils ont pas hésité une seconde. D'ailleurs vous connaissez les chiffres de morts parmi eux, c'est absolument énorme. Ils étaient vraiment le poison dans l'eau... (A suivre : l'esprit de la Résistance toujours vivant).

*Édité chez Julliard.

«Les vainqueurs, ils étaient là, dans ce maquis»

Extrait du «Tunnel»



Les maquis yougoslaves dans les forêts. Sur les calots, l'étoile rouge des Partisans.

Voici un extrait du «Tunnel», celui où 3 des prisonniers du camp nazi de Loibl-Pass, après s'être évadés, cherchent à rejoindre les partisans yougoslaves dans la montagne :

— «Kamarad ! Franzosen ! leur cria Paulo en tendant ses bras dans un geste d'amitié. Il venait de voir sur les calots des deux zigues l'étoile rouge des communistes yougoslaves. Pas d'erreur, on était chez Tito. C'était gagné ! Fertig Loibl !

— Snrt fasizmu (1) ! lança-t-il pour finir de dégeler l'atmosphère.

— Sloboda marodu (1) ! Les deux farouches avaient répondu en chœur. Et presque aussitôt ils se fendirent d'un large sourire (...).

Le maquis se trouvait dans le bois même, et le PC du Komesar (2) à moins de cent mètres.

Quand les trois bagnards escortés de leurs anges gardiens arrivèrent à celui-ci, il faisait encore clair. Heureusement, car il aurait été dommage pour eux d'oublier un jour un seul détail de la fresque, digne des grandes épopées révolutionnaires, qui leur apparut brusquement, passé le dernier tournant. Autour d'un drapeau frappé de l'Étoile Rouge : des jeunes, garçons et filles, la mitrailleuse pendante sur la poitrine, des cartouchières partout et le ceinturon bardé de grenades à main fridolines, un bataillon entier dont le chef lui-même, le Komesar, n'avait pas trente ans. Quelle impression de fraternité, de foi et de force tranquille ! C'est fou ce qu'à côté les SS de Loibl pouvaient faire minables ! Pas besoin d'être devin. Les vainqueurs, ils étaient là, dans ce maquis et dans tous ceux qui truffaient la Yougoslavie, de la Macédoine à la Croatie,

comme l'avaient si souvent expliqué Dédé, Joël et ce malheureux Etcheverry. Quel beau chapitre il aurait pu rajouter à ses manuels d'histoire, le vieux prof, si cet assassin de Ramsauer (3) ne lui avait pas filé sa seringue dans le cœur. Et c'était Paulo qui le vivait à sa place son rêve, à ce vrai patriote. A la place aussi de Dédé, de Joël et de beaucoup d'autres, volontaires pour la guerre. Eh bien tant pis, ou tant mieux, il allait les remplacer, les venger. Quel bonheur ça allait être de se battre au côté de tous ces gars et ces filles fantastiques. (...)

Maintenant c'était définitivement gagné. Paulo, l'ex-voyou, venait de réussir l'exploit des exploits : s'arracher, via Loibl, de Mathausen, la maison du meurtre.

Cette fois, ce fut lui qui entraîna ses compagnons dans une nouvelle danse de victoire sous les regards émus de tout le bataillon qui, avec une sorte de respect, avait fait cercle autour d'eux. Il y en a quelques-uns qui devaient savoir ce qui se passait à Loibl et ce que cela représentait d'en être sorti. Des filles pleuraient, et quand les trois bagnards eurent fini leur ronde ce fut l'embrassade générale.

Paulo, Pompon et Hego venaient de l'avoir, eux aussi, leur petite fête de la Libération, aussi belle que celle de la France». (...)

(1) Mort au fascisme - liberté pour le peuple ! : la devise des partisans.

(2) Le commissaire politique.

(3) Le médecin nazi du camp de Loibl-Pass qui achevait les malades à coup de seringue remplie d'essence dans le cœur.